

SAMIR AMIN

AFRIQUE : CINQUANTE ANS D'INDEPENDANCE

L' Afrique dans le contexte international

L'Afrique indépendante est partagée de 1960 à 1963 en deux camps: celui de Casablanca (Egypte, Maroc, Guinée, Ghana et Mali) qui considère que les indépendances "octroyées" n'ont pas réglé la question de la libération, et celui de Monrovia (les autres pays) qui acceptent leur sort, qualifié par les premiers de "néo colonialiste". Elle se retrouve réunie dans l'OUA, créée en 1963. Toute l'Afrique indépendante adhère alors au Mouvement des Non Alignés, produit de Bandung (1955), dont l'esprit a trouvé un écho suffisant pour engager non seulement ses peuples mais encore les classes dirigeantes et les gouvernements.

Mais l'Afrique nouvelle est fragile, précisément par l'héritage misérable que cette colonisation lui lègue. Les sociétés africaines sont menacées de désintégration. Le discours dominant en attribue la responsabilité à la « maturité insuffisante » de ces sociétés, sous entendu trop vite décolonisées. On passe sous silence la véritable cause du drame : le marché. Car le marché par lui-même opère toujours comme une force centrifuge, désintégratrice. Et c'est seulement lorsqu'il est régulé par l'Etat qu'il cesse de l'être. Dans des économies aussi fragiles que celles que l'Afrique a héritées de la colonisation, et avant celle-ci de la traite négrière, cet effet désintégrateur a des effets encore plus marqués qu'ailleurs. Car ici nous n'avons pas de système productif digne de ce nom ; et le marché ne le crée pas; c'est à l'Etat - instrument de la société et des compromis sociaux qui la caractérise à chaque étape de son évolution, fut-elle capitaliste - que revient la responsabilité de créer un système productif cohérent avec le projet sociétair. En l'absence de celui-ci ce que font les forces du marché c'est tout simplement exploiter les segments épars d'un système qui, n'existant pas, ne peut pas leur opposer de résistance. La compradorisation est la forme sociale, politique et idéologique à travers laquelle s'exprime cette situation de « non Etat ». Il n'y a pas « trop d'Etat » en Afrique ; il y a seulement une mauvaise administration compradore.

Le néocolonialisme ne se déploie donc que sur un fond de crise permanente. C'est la raison pour laquelle il a été remis en question par les vagues successives de ripostes nationales populistes. La première de ces vagues - le Ghana de Nkrumah, le Mali de Modibo, la Guinée, le Congo - s'était à peine épuisée que se renouvelle la tentative, en Afrique de l'Ouest au Bénin, puis au Burkina Faso alors qu'une renaissance s'amorce peut être au Ghana et au Mali, en Afrique de l'Est en Tanzanie, en Ethiopie, à Madagascar puis en Afrique australe.

Faillite de l'Afrique? Non. Il faut dire : faillite du capitalisme, incapable d'offrir à l'Afrique quoi que ce soit d'acceptable. Aujourd'hui que la page de Bandung est tournée, l'impasse est plus dramatique que jamais. L'attaque frontale contre la paysannerie que promeut le programme de libéralisation de l'OMC accélère la transformation du continent en un monde de campagnes désolées et de bidonvilles. La pression migratoire qui en résulte (les nouveaux "boat peoples") en est la conséquence inéluctable, tandis que les Européens s'entêtent à n'envisager la coopération des Etats africains dans ce domaine que dans le cadre de sa gestion policière.

La gestion impérialiste de l'Afrique post coloniale

En Afrique, la régionalisation en trompe l'œil

L'Organisation de l'Unité Africaine, devenue Union Africaine a une vocation principalement politique dont les fonctions ont été d'une part de soutenir les luttes de libération dans les colonies portugaises, au Zimbabwe, en Namibie et en Afrique du Sud, et d'autre part de contenir et d'arbitrer les conflits intra Etatsiques. L'OUA constituait dans cet esprit un substitut affadi du panafricanisme.

Pendant les « décennies du développement » (1960 et 1970) les tâches de l'OUA ont été rendues relativement aisées du fait que les Etats qui la constituaient bénéficiaient d'une certaine légitimité auprès de leurs peuples. Les réalisations du développement que permettait la base nationale populiste et transethnique héritée des mouvements de libération devenus partis de pouvoir justifiaient cette légitimité. Celle-ci était fondée par l'élargissement d'un noyau de « classes moyennes » (produit par les progrès de l'éducation) autour duquel s'était constituée une nébuleuse de clientèles actives dans les classes populaires.

La conjoncture politique est aujourd'hui tragiquement différente. L'érosion des modèles de développement populistes et le diktat de la mondialisation libérale ont brutalement délégitimisé la majorité des Etats africains, sans que les formes de la démocratie de façade qui ont pris le relais des pouvoirs nationalistes populistes autocratiques ne parviennent à restaurer la légitimité de gouvernements devenus incapables d'offrir à leurs peuples quoi que ce soit d'acceptable en matière de progrès social. L'Afrique est alors entrée dans une phase d'involution caractérisée par ce qu'on appelle – mal - les « guerres tribales internes ». Car il ne s'agit pas là de conflits ayant leur origine véritable dans l'hostilité des ethnies les unes vis à vis des autres ; mais de conflits fabriqués par des seigneurs de la guerre cherchant à faire main basse sur les ressources des pays (pétrole, diamant), mobilisant l'ethnicité à cet effet. L'OUA – ou même l'ONU – appelée au secours s'avère dans ces conditions tout également impotente. Dans ces circonstances l'idée même de régionalisation n'a plus de sens.

Il existe également de nombreuses institutions de coopération sous régionale dont les principales sont la CEDEAO (ECOWAS) en Afrique de l'Ouest, la SADC (faisant suite à la SADCC) et la COMESA (prenant le relais de la PTA) en Afrique de l'Est et Australe, la CEAO-UMOA et l'UDEAC pour les pays de la zone franc, la SACU et la CMA pour ceux de la zone rand, les succursales de grandes institutions mondiales (comme la BAD, quasi succursale de la Banque Mondiale) et d'autres institutions mineures (type Mano River Union, Communauté des Grands Lacs, Comité Inter Etats pour Sahel etc.). On observera à cet égard que les institutions d'apparence régionale les plus solides sont celles qui sont liées soit à la France soit à l'Afrique du Sud (avant et après l'apartheid).

La France avait pris le soin, au lendemain de l'indépendance de ses colonies africaines, de négocier leur maintien dans la zone franc dans des formes rigides qui excluaient pratiquement toute marge d'autonomie en matière de gestion monétaire. Vestige colonial désormais menacé de disparition sous l'effet triple de la substitution de l'Euro au franc, de la mondialisation libérale et des involutions africaines. Mais si le système venait à éclater, rien n'est prévu pour en préparer une relève efficace, ni aux niveaux des pays concernés ni à celui des régions qu'ils constituent.

En Afrique australe les conventions qui organisent les unions douanière et monétaire entre l'Afrique du Sud d'une part, le Lesotho et le Swaziland d'autre part ne méritent pas davantage d'être classées sous la rubrique « coopération régionale » tant le déséquilibre est flagrant entre le partenaire dominant et les pays en question. La SADCC qui avait été créé au temps de

l'apartheid pour permettre aux pays de l'Afrique australe de se libérer de leur dépendance envers Pretoria, s'est elle même transformée, au lendemain de la libération de l'Afrique du Sud, en une organisation nouvelle de coopération (la SADC) qui compte désormais ce pays parmi ses membres. Mais la nouvelle Afrique du Sud entend poursuivre la même politique que l'ancienne envers les pays de la région qu'elle domine par son avance industrielle. Les partenaires accepteront –ils indéfiniment ce rapport inégal ?

Le bilan du fonctionnement des organisations sous régionales de coopération/intégration africaines est donc maigre. Les échanges commerciaux sont demeurés négligeables et les flux de capitaux intra régionaux inexistant. L'adhésion ultérieure des Etats africains aux principes du libre échange formulés par la nouvelle OMC ne peut qu'aggraver encore les effets décevants de « l'ouverture commerciale ». Le volet économique des fonctions de l'OUA se réduisait en fait à la participation active de l'Afrique, (au sein du Mouvement des Non Alignés et du groupe des 77 à l'ONU), à la constitution d'un « front commun » présentant les revendications du Sud face au Nord dans l'ordre économique international. Néanmoins l'OUA a tenté de proposer aux Etats africains des « plans » de développement impliquant leur intégration régionale et leur industrialisation. Le danger qu'ils représentaient a bel et bien été ressenti par la Banque Mondiale : le fameux rapport Berg (1981), produit en réponse immédiate au Plan de Lagos, et devenu depuis la Bible de la Banque Mondiale, des institutions internationales de coopération et des Etats, ne propose en contrepoint rien d'autre que de poursuivre en Afrique les spécialisations fondées sur les avantages « naturels » et de rester donc dans les limites de la vieille spécialisation agro-minière. Les faiblesses des propositions de l'OUA tiennent au fait que leur mise en œuvre suppose une impulsion active par les Etats. Or les classes dirigeantes rentières constituées dans le cadre de la formation des Etats africains en question n'ont ni les moyens ni probablement la volonté même de s'engager dans une voie autre que celle de la spécialisation agro-minière dont elles tirent leurs revenus. La « régionalisation » dans ces conditions n'est pas à l'ordre du jour de leurs préoccupations réelles, ni de celles des forces dominantes dans le système mondial. Elle n'est qu'un trompe l'œil.

L'association Union Européenne/ ACP(Afrique, Caraïbes, pays du Pacifique)

Si, à l'échelle du système mondial, l'association CEE-ACP n'occupe qu'une position mineure, son importance pour ce qui est de l'analyse de la place de l'Afrique dans le système mondial est réelle.

A l'origine l'objectif des accords de Lomé n'était pas de mettre les relations extérieures au service de transformations économiques, politiques et culturelles positives pour les peuples africains, mais de renforcer la position de l'Europe dans le système mondial, tant au plan économique que géopolitique. Autrement dit, la dimension développementaliste était secondaire, moins importante que la dimension politique. Il s'agissait avant tout de soutenir les Etats dits « modérés » et de renforcer les tendances allant dans ce sens ailleurs, autrement dit d'affaiblir les aspirations populistes tentées de mobiliser à leur bénéfice la concurrence géopolitique des deux superpuissances engagées dans la guerre froide.

Dans la nouvelle perspective libérale la réorganisation des rapports euro-africains s'inscrit dans le cadre tracé par l'OMC, consolidant ainsi les monopoles que les centres détiennent dans des domaines décisifs dont le contrôle de l'accès aux ressources naturelles, la génération des nouvelles technologies et l'organisation du système monétaire et financier. Dans cet esprit les régionalisations tirent leur rationalité de leur capacité de constituer des espaces de

déploiement optimal des activités des oligopoles transnationaux. Les résistances à cette conception devraient pouvoir se développer en Afrique pour les raisons suivantes : i) les régions et les pays peu intéressants dans cette optique sont exclus de facto des bénéfices potentiels de la régionalisation, (ii) la polarisation croissante et l'exclusion entraîneront des mouvements migratoires d'autant plus difficiles à gérer que le néo-libéralisme ignore dans son schéma la libre circulation des travailleurs, (iii) le schéma intègre implicitement des alliances militaires qui vulnérabilisent les pays du sud récalcitrants. Conçue comme elle l'est la régionalisation des rapports euro-africains serait parfaitement compatible avec la gestion des conflits internes produits dans l'Afrique marginalisée par la désintégration sociale.

Durant les décennies 1960 et 1970 derrière les conventions d'association entre la CEE et les pays africains on pouvait lire en pointillé le souci de l'Europe d'assurer son ravitaillement en produits agricoles tropicaux et en produits miniers et pétroliers. Aligné désormais sur la rhétorique de l'OMC, l'Europe a souscrit sans réserve à l'ordonnance médicale universelle des programmes d'ajustement structurel. Les pouvoirs locaux ont parfois tenté de résister à ces programmes qui, en mettant un terme à l'expansion de leur base sociale, leur faisaient perdre toute légitimité. Le poids de la dette extérieure et la corruption dans la gestion publique devaient se charger de réduire à néant leur marge de manœuvre, les privant par là même de la possibilité de procéder à un auto-ajustement et les contraignant à se soumettre aux injonctions quotidiennes des institutions internationales chargées de gérer directement leur crise. L'initiative dite des "pays pauvres très endettés", formulée par la Banque Mondiale et imposée par l'Union Européenne, s'inscrit dans ce plan de recolonisation du continent.

Le bilan de cette association n'est pas brillant. L'écart entre le produit par tête de l'Afrique subsaharienne et celui des autres pays en voie de développement n'a dès lors fait que se creuser. S'y ajoute le retournement de la balance des flux financiers, les transferts de capitaux de l'Afrique vers l'extérieur (le Nord, particulièrement européen) l'emportant désormais sur les flux inverses publics et privés. De surcroît l'évolution de la répartition du revenu qui a accompagné la mise en œuvre des stratégies en question s'est soldée par l'aggravation de l'inégalité qui, à son tour, engendre des gaspillages dans l'investissement (la priorité de fait étant donnée aux investissements coûteux destinés à satisfaire la demande des classes privilégiées). La marginalisation de l'Afrique dans l'investissement international complète l'image de l'échec : bien que l'Union Européenne fournisse la moitié des ressources financières externes des ACP, le maintien de cette proportion n'a été possible que grâce à l'augmentation continue des flux d'aide publique, tandis que l'ouverture des économies se soldait par des désinvestissements des capitaux privés. Enfin l'Union Européenne ne paraît pas avoir défini une politique de l'environnement qui tienne compte des dégradations de celui-ci en Afrique. Dans les négociations en cours entre l'UE et les ACP, conduites dans le cadre de la convention de Cotonou, les ACP ont rédigé les *directives* tandis que la Commission européenne a rédigé le *mandat*. Selon un document rédigé par the *European Research Office* à la demande du *Cotonou Monitoring Group*, les points de vue sont assez divergents, mais les différences ne portent pas sur les problèmes de fond. Les négociations portent en effet sur les modalités de mise en place des zones de libre échange avec l'Europe à partir de 2008 ; ce qui suppose un processus d'intégration économique intra-africaine accéléré. La résistance à ces projets (dits APER) qui s'inscrivent dans la continuité des rapports coloniaux Europe/Afrique, s'exprime avec une force et une autorité grandissantes au sein des Forums sociaux africains et de l'Assemblée de leurs mouvements. Cette résistance trouve sa résonance auprès de certains gouvernements, notamment celui du Nigeria.

L'accentuation de la pénétration du capitalisme mondial et local dans l'agriculture est une caractéristique majeure de notre époque. Dans les conditions de l'Afrique cette pression grandissante s'est donnée l'objectif de déposséder la majorité des paysans du continent qui bénéficient encore, dans des conditions dramatiques, de l'accès au sol. La question agraire (au sens de l'accès au sol de tous les paysans) est au cœur du défi d'une démocratisation associée au progrès social. Le capitalisme impérialiste est incapable de donner une solution à ce problème majeur pour les sociétés d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Le modèle de « privatisation du sol » proposé, voire imposé, s'assigne un tout autre objectif, au bénéfice des transnationales de l'agri business (Monsanto et autres) et des nouveaux agriculteurs capitalistes locaux. La « coopération » internationale soutient toutes les initiatives qui vont dans ce sens, combat celles à travers lesquelles s'exprime la résistance des paysans majoritaires.

Cette offensive est développée en parallèle avec celle de l'OMC sur le thème de la mondialisation de l'agriculture (double ouverture prétendue des marchés du Nord et du Sud au commerce des produits agricoles et alimentaires). La question des subventions à l'agriculture constitue l'axe central du conflit, qui oppose ici les Etats du Nord (Etats Unis et Europe, parfaitement alignés contre le Sud en dépit des conflits – mineurs – qui les opposent) à ceux du Sud. Un conflit qui a conduit l'OMC à l'impasse à Doha. La flambée des prix alimentaires révèle l'ampleur du drame structurel sous jacent.

Les Etats du capitalisme central ont toujours poursuivi l'objectif de conquérir leur accès prioritaire aux ressources majeures du globe, entre autre aujourd'hui le pétrole et l'uranium. Et de l'interdire à leurs concurrents éventuels (aujourd'hui la Chine en particulier). Cette préoccupation centrale gouverne largement les projets de « coopération » entre l'Europe et l'Afrique. On sait par exemple que le Niger est inondé « d'aides », destinées principalement à la corruption de son pouvoir politique (et non parce qu'il est le pays le plus pauvre du continent !) et à éviter que ne s'installe à Niamey un pouvoir nationaliste susceptible de nationaliser les mines d'uranium (contrôlées par le commissariat français à l'énergie atomique) dans une région située entre l'Algérie, la Lybie et le Nigeria.

La pauvreté, la société civile, la bonne gouvernance : la rhétorique pauvre du discours dominant de « l'aide »

Ce discours dominant donne à l'aide l'objectif de « réduire la pauvreté », en s'appuyant sur la « société civile », pour substituer une « bonne gouvernance » à une autre, jugée « mauvaise ».

Le terme même de « pauvreté » relève d'un langage vieux comme le monde, celui de la charité (d'origine religieuse ou autre). Cette langue appartient au passé, non au présent, a fortiori à l'avenir. Il est antérieur à la constitution du langage développé par la pensée sociale moderne, qui cherche à être scientifique, c'est-à-dire à découvrir les mécanismes qui engendrent un phénomène observable et observé.

La masse gigantesque de la littérature sur la pauvreté porte son attention exclusive – ou presque – sur le « repérage » du phénomène et sa quantification (les critères de sa mesure, un ou deux dollars par jour, le volume des « pauvres » ainsi répertoriés). Elle ne pose pas les questions en amont : quels sont les mécanismes qui engendrent la pauvreté en question ? Ont-ils quelques rapports avec les règles fondamentales (comme la compétition) qui constituent la base de nos systèmes ? En particulier, pour ce qui concerne les pays du Sud assistés, les stratégies et politiques de développement conçues pour eux.

Le discours sur la pauvreté rejoint alors celui du passé lointain, des temps où l'on considérait richesse et pauvreté comme des données « de la nature », où la question de transformer celle-ci (c'est-à-dire la société) n'était pas posée. Le ralliement de la Banque Mondiale, de l'OCDE, du CAD, et des Agences de coopération Internationale à cette langue constitue, non un progrès de la pensée, mais une illustration de sa misère, de sa démission.

Le concept de « société civile », même pris au sérieux (sans parler donc de son usage à tort et à travers), s'érige-t-il à la hauteur de ce qu'un concept doit être pour tenter sa chance et mériter d'entrer dans le débat sérieux à vocation scientifique ?

Telle qu'elle nous est proposée, la « société civile » en question est associée à une idéologie du consensus. Double consensus : (i) Qu'il n'y a pas d'alternative à « l'économie de marché » (expression elle-même vulgaire pour servir de substitut à l'analyse du « capitalisme réellement existant », d'hier et d'aujourd'hui) ; (ii) qu'il n'y a pas d'alternative à la démocratie représentative fondée sur le multipartisme électoral (conçue comme « la démocratie »), pour servir de substitut à la conception d'une démocratisation de la société, étant elle-même un processus sans fin.

La société civile est alors l'ensemble des assemblées de voisinage, de « communautés » (le concept est indissociable de l'adhésion à l'idéologie « communautariste »), « d'intérêts » locaux (l'école, l'hôpital, les espaces verts), eux-mêmes donc indissociables de pans d'idéologies émiétées, séparées les unes des autres (le « genre » compris dans ce sens étiré, le respect de la nature, également institué en objectif séparable des autres). Cette idéologie, qui nous vient d'Outre Atlantique, n'est pas celle des cultures politiques façonnées par l'histoire. Par delà leurs différences, modestes ou considérables selon les cas, ces cultures politiques sont celles du conflit reconnu des intérêts sociaux, donnant entre autre un sens aux termes de « droite » et « gauche », attribuant à la démocratie créatrice le droit et le pouvoir d'imaginer des alternatives et non exclusivement des « alternances » dans l'exercice du pouvoir (changer les noms pour faire la même chose).

Le concept de société civile correspondant aux cultures politiques du conflit (attention, le terme n'est pas nécessairement affublé du qualificatif de « violent ») restitue toute leur place aux organisations de lutte : des travailleurs (syndicats), des paysans, des femmes, des citoyens. Il intègre et n'exclut donc pas les partis politiques du mouvement, réformateurs ou dits « révolutionnaires ». A leur place le discours à la mode donne la prééminence aux « ONG ». Cette option est indissociable d'un autre pan de l'idéologie dominante, qui voit dans « l'Etat » l'adversaire par nature de la liberté. Dans les conditions de notre monde réel cette idéologie revient à légitimer « la jungle des affaires », comme la crise financière en cours l'illustre.

La « gouvernance » a été inventée comme substitut au « pouvoir ». L'opposition entre ses deux qualificatifs – bonne ou mauvaise gouvernance – rappelle le manichéisme et le moralisme, substitué à l'analyse de la réalité, aussi scientifique que possible. Encore une fois cette mode nous vient de la société d'outre Atlantique, où le sermon a souvent dominé le discours politique.

La « bonne gouvernance » implique que le « décideur » soit « juste », « objectif » (retienne la « meilleure solution »), « neutre » (acceptant la présentation symétrique des arguments), et par-dessus tout « honnête » (y compris bien entendu au sens le plus platement financier du

terme). A lire la littérature produite par la Banque Mondiale sur le sujet, on se découvre relire les doléances présentées – en général par des hommes (peu de femmes !) de religion et/ou de droit – dans les temps anciens de l’Orient au « despote juste » (pas même éclairé !). Le sermon est complété par une litanie interminable de procédures para-techniques destinées, selon leurs auteurs à « garantir » la mise en œuvre de la bonne gouvernance en question.

L’idéologie visible sous jacente s’emploie tout simplement à évacuer la question véritable : quels intérêts sociaux le pouvoir en place, quelque’il soit, représente et défend ? Comment faire avancer la transformation du pouvoir pour qu’il devienne progressivement l’instrument des majorités, en particulier des victimes du système tel qu’il est ? Etant entendu que la recette électorale pluripartiste a prouvé ses limites de ce point de vue.

Aide, géo-économie, géopolitique et géostratégie

Les politiques d’aide, le choix des bénéficiaires, des formes d’intervention, leurs objectifs immédiats apparents sont indissociables des objectifs géopolitiques.

L’Afrique sub-saharienne est parfaitement intégrée dans ce système global, et en aucune manière « marginalisée » comme on le dit hélas, sans réfléchir, trop souvent. Je renvoie ici à mon papier (sur le sujet voir liste des références) : le commerce extérieur de la région représente 45 % de son PIB, contre 30 % pour l’Asie et l’Amérique latine, 15 % pour chacune des trois régions constitutives de la triade. L’Afrique est donc quantitativement « plus » et non « moins » intégrée, mais elle l’est différemment.

La géo-économie de la région repose sur deux ensembles de productions déterminantes dans le façonnement de ses structures et la définition de sa place dans le système global : (i) Des productions agricoles d’exportation « tropicales » : café, cacao, coton, arachides, fruits, huile de palme etc. (ii) Les hydrocarbures et des productions minières : cuivre, or, métaux rares, diamant etc. Les premiers sont les moyens de « survie », au-delà de la production vivrière destinée à l’auto-consommation des paysans, qui financent la greffe de l’Etat sur l’économie locale et, à partir des dépenses publiques, la reproduction des « classes moyennes ». Ces productions intéressent plus les classes dirigeantes locales que les économies dominantes. Par contre, ce qui intéresse au plus haut point ces dernières ce sont les produits des ressources naturelles du continent. Aujourd’hui les hydrocarbures et les minerais rares. Demain les réserves pour le développement des agro-carburants, le soleil (lorsque le transport à longue distance de l’électricité solaire le permettra, dans quelques décennies), l’eau (lorsque son « exportation » directe ou indirecte le permettra).

La course aux territoires ruraux destinés à être convertis à l’expansion des agro-carburants est engagée en Amérique latine. L’Afrique offre, sur ce plan, de gigantesques possibilités. Madagascar a amorcé le mouvement et déjà concédé des superficies importantes de l’Ouest du pays. La mise en œuvre du code rural congolais (2008), inspiré par la coopération belge et la FAO permettra sans doute à l’agri-business de s’emparer à grande échelle de sols agraires pour les « mettre en valeur », comme le Code Minier avait permis naguère le pillage des ressources minérales de la colonie. Les paysans, inutiles, en feront les frais ; la misère aggravée qui les attend intéressera peut être l’aide humanitaire de demain et des programmes « d’aide » pour la réduction de la pauvreté !

La nouvelle phase de l’histoire qui s’ouvre est caractérisée par l’aiguïsement des conflits pour l’accès aux ressources naturelles de la planète. La triade entend se réserver l’accès exclusif à

cette Afrique « utile » (celle des réserves de ressources naturelles), et en interdisant l'accès aux « pays émergents » dont les besoins sur ce plan sont déjà considérables et le seront de plus en plus. La garantie de cet accès exclusif passe par le contrôle politique et la réduction des Etats africains au statut d' »Etats clients «.

Le cas du Niger illustre à la perfection l'articulation ressources minérales stratégiques (l'uranium) / aide « indispensable » / maintien du pays dans le statut d'Etat client. Il pourrait paraître curieux que le Niger soit toujours dépendant à l'extrême de l'aide. Une augmentation de la rente minière, voire la nationalisation des mines sont-elles « impossibles » ? D'autant que le Niger n'est pas un « producteur marginal » dans ce domaine. Les diplomates de la triade le savent, le disent (à mots couverts, évitant la publicité), et le craignent (la situation géographique du Niger en constitue un motif supplémentaire). C'est pourquoi l'arme de la « rébellion touareg » est mobilisée ici, avec cynisme. En fragilisant par ce moyen le pouvoir de Niamey on facilite sa soumission. Le conflit autour des concessions, jadis monopole exclusif de la France, révèle la réalité de la menace (par l'entrée en lice de la Chine). Il s'est soldé, pour le moment, par le triomphe d'AREVA et de ses associés. Croit-on que dans les « négociations » diplomatiques qui ont préparé ce triomphe, les armes de l'aide et de la rébellion touareg puissent avoir été « oubliées » par les uns et les autres ?

D'une certaine manière donc il n'est pas abusif de considérer que l'objectif de l'aide est de « corrompre » les classes dirigeantes. Au-delà des ponctions financières (bien connues hélas, et pour lesquelles ont fait semblant de croire que les donateurs n'y sont pour rien !), l'aide devenue « indispensable » (puisqu'elle devient une source importante de financement des budgets) remplit cette fonction politique. Il est alors important que cette aide ne soit pas réservée exclusivement et intégralement aux classes aux postes de commande, au « gouvernement ». Il faut aussi qu'elle intéresse également les « oppositions » capables de leur succéder. Le rôle de la société dite civile et de certaines ONG trouve sa place ici.

L'aide en question, pour être réellement politiquement efficace, doit également contribuer à maintenir l'insertion des paysans dans ce système global, cette insertion alimentant l'autre source des revenus de l'Etat. L'aide doit donc également s'intéresser au progrès de la « modernisation » des cultures d'exportation. Comme elle doit également faciliter l'accès aux biens communs (éducation, santé, logement) des classes moyennes et de fractions (urbaines principalement) des classes populaires. Le fonctionnement politique de l'Etat client en dépend dans une bonne mesure.

Le capitalisme, une parenthèse dans l'histoire

Le principe de l'accumulation sans fin qui définit le capitalisme est synonyme de croissance exponentielle, et celle-ci, comme le cancer, conduit à la mort. L'accumulation, synonyme également de paupérisation, dessine le cadre objectif des luttes contre le capitalisme. Mais celle-ci s'exprime principalement par le contraste grandissant entre l'opulence des sociétés du centre, bénéficiaires de la rente impérialiste et la misère de celles des périphéries dominées. Ce conflit devient de ce fait l'axe central de l'alternative « socialisme ou barbarie ».

Le capitalisme historique "réellement existant" est associé à des formes successives d'accumulation par dépossession, non pas seulement à l'origine (« l'accumulation primitive ») mais à toutes les étapes de son déploiement. Une fois constitué, ce capitalisme « atlantique » est parti à la conquête du monde et l'a refaçonné sur la base de la permanence

de la dépossession des régions conquises, devenant de ce fait les périphéries dominées du système.

Cette mondialisation « victorieuse » a prouvé être incapable de s'imposer d'une manière durable. Un demi siècle à peine après son triomphe, qui pouvait déjà paraître inaugurer la « fin de l'histoire », elle était déjà remise en cause par la révolution de la semi périphérie russe et les luttes (victorieuses) de libération de l'Asie et de l'Afrique qui ont fait l'histoire du XX ième siècle – la première vague de luttes pour l'émancipation des travailleurs et des peuples.

L'accumulation par dépossession se poursuit sous nos yeux dans le capitalisme tardif des oligopoles contemporains. Dans les centres la rente de monopole dont bénéficient les ploutocraties oligopolistiques est synonyme de dépossession de l'ensemble de la base productive de la société. Dans les périphéries cette dépossession paupérisante se manifeste par l'expropriation des paysanneries et par le pillage des ressources naturelles des régions concernées. L'une et l'autre de ces pratiques constituent les piliers essentiels des stratégies d'expansion du capitalisme tardif des oligopoles.

Dans cet esprit, je place la « nouvelle question agraire » au cœur du défi pour le XXIe siècle. La dépossession des paysanneries (d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine) constitue la forme majeure contemporaine de la tendance à la paupérisation (au sens que Marx donne à cette « loi ») associée à l'accumulation. Sa mise en œuvre est indissociable des stratégies de captation de la rente impérialiste par les oligopoles, avec ou sans agro carburants. J'en déduis que le développement des luttes sur ce terrain, les réponses qui seront données à travers elles à l'avenir des sociétés paysannes du Sud (presque la moitié de l'humanité) commanderont largement la capacité ou non des travailleurs et des peuples à produire des avancées sur la route de la construction d'une civilisation authentique, libérée de la domination du capital, pour laquelle je ne vois pas d'autre nom que celui du socialisme.

Le pillage des ressources naturelles du Sud qu'exige la poursuite du modèle de consommation gaspilleuse au bénéfice exclusif des sociétés opulentes du Nord annihile toute perspective de développement digne de ce nom pour les peuples concernés et constitue de ce fait l'autre face de la paupérisation à l'échelle mondiale. Dans cet esprit la « crise de l'énergie » n'est pas le produit de la raréfaction de certaines des ressources nécessaires à sa production (le pétrole bien entendu), ni davantage le produit des effets destructeurs des formes énergétivores de production et de consommation en vigueur. Cette description – correcte – ne va pas au-delà des évidences banales et immédiates. Cette crise est le produit de la volonté des oligopoles de l'impérialisme collectif de s'assurer le monopole de l'accès aux ressources naturelles de la planète, que celles-ci soient rares ou pas, de manière à s'approprier la rente impérialiste, quand bien même l'utilisation de ces ressources demeurerait ce qu'elle est (gaspilleuse, énergétivore) ou serait soumise à des politiques « écologistes » correctives nouvelles. J'en déduis également que la poursuite de la stratégie d'expansion du capitalisme tardif des oligopoles se heurtera nécessairement à la résistance grandissante des nations du Sud.

L' Afrique face au défi de la crise contemporaine : Sortir de la crise du capitalisme ou sortir du capitalisme en crise ?

La longue crise de la mondialisation dite « néo libérale » mise en œuvre par les oligopoles de la triade (Etats-Unis, Europe et Japon), aggravée par l'effondrement financier de 2008, frappera les périphéries les plus fragiles (donc l'Afrique) encore plus sévèrement que les

autres régions du monde. Il est donc important de faire apparaître avec lucidité les exigences d'une réponse du continent, en association avec les autres régions du Sud et avec les forces démocratiques du Nord, à la hauteur des défis.

Derrière la crise financière, la crise systémique du capitalisme des oligopoles

Le capitalisme contemporain est d'abord et avant tout un capitalisme d'oligopoles au sens plein du terme (ce qu'il n'était qu'en partie jusqu'ici). J'entends par là que les oligopoles commandent seuls la reproduction du système productif dans son ensemble. Ils sont « financiarisés » dans le sens qu'eux seuls ont accès au marché des capitaux. Cette financiarisation donne au marché monétaire et financier – leur marché, celui sur lequel ils se concurrencent entre eux – le statut de marché dominant, qui façonne et commande à son tour les marchés du travail et d'échange de produits.

Cette financiarisation mondialisée s'exprime par une transformation de la classe bourgeoise dirigeante, devenue ploutocratie rentière. Les oligarques ne sont pas russes seulement, comme on le dit trop souvent, mais bien davantage étatsunisiens, européens et japonais. Le déclin de la démocratie est le produit inévitable de cette concentration du pouvoir au bénéfice exclusif des oligopoles.

La financiarisation de ce système est indissociable, dans mon analyse, de son caractère oligopolistique affirmé. Il s'agit là d'une relation organique fondamentale. Ce point de vue n'est pas celui qui domine, non seulement dans la littérature volumineuse des économistes conventionnels, mais encore dans la plupart des écrits critiques concernant la crise en cours.

C'est ce système dans son ensemble qui est désormais en crise

Les faits sont déjà là : l'effondrement financier est déjà en passe de produire non pas une « récession » mais une véritable dépression profonde. Mais au-delà, d'autres dimensions de la crise du système ont émergé à la conscience publique avant même l'effondrement financier. On en connaît les grands titres – crise énergétique, crise alimentaire, crise écologique, changements climatiques – et de nombreuses analyses de ces aspects des défis contemporains sont produites quotidiennement, dont quelques unes de la plus grande qualité..

Je reste néanmoins critique à l'endroit de ce mode de traitement de la crise systémique du capitalisme, qui isole trop les différentes dimensions du défi. Je redéfinit donc les « crises » diverses comme les facettes du même défi, celui du système de la mondialisation capitaliste contemporaine (libérale ou pas) fondé sur la ponction que la rente impérialiste opère à l'échelle mondiale, au profit de la ploutocratie des oligopoles de l'impérialisme collectif de la triade.

La vraie bataille se livre sur ce terrain décisif entre les oligopoles qui cherchent à produire et reproduire les conditions qui leur permettent de s'approprier la rente impérialiste et toutes leurs victimes – travailleurs de tous les pays du Nord et du Sud, peuples des périphéries dominées condamnées à renoncer à toute perspective de développement digne de ce nom.

Je proposais donc une conceptualisation des formes nouvelles de domination des centres impérialistes fondée sur l'affirmation de modes nouveaux de contrôle se substituant au monopole ancien de l'exclusive industrielle, ce que la montée des pays qualifiés depuis « d'émergents » a confirmé. Je qualifiais la nouvelle mondialisation en construction

« d'apartheid à l'échelle mondiale », appelant la gestion militarisée de la planète, perpétuant dans des conditions nouvelles la polarisation indissociable de l'expansion du « capitalisme réellement existant »

D'une longue crise à l'autre

La crise actuelle n'est donc ni une crise financière, ni la somme de crises systémiques multiples, mais la crise du capitalisme impérialiste des oligopoles, dont le pouvoir exclusif et suprême risque d'être remis en question, cette fois encore, à la fois par les luttes de l'ensemble des classes populaires et par celles des peuples et nations des périphéries dominées, fussent elles en apparence « émergentes ». Elle est simultanément une crise de l'hégémonie des Etats-Unis. Capitalisme des oligopoles, pouvoir politique des oligarchies, mondialisation barbare, financiarisation, hégémonie des Etats-Unis, militarisation de la gestion de la mondialisation au service des oligopoles, déclin de la démocratie, pillage des ressources de la planète, abandon de la perspective du développement du Sud sont indissociables.

Le vrai défi est donc le suivant : ces luttes parviendront-elles à converger pour ouvrir la voie – ou des voies – sur la longue route à la transition au socialisme mondial ? Ou demeureront-elles séparées les unes des autres, voire entraineront-elles en conflit les unes contre les autres, et de ce fait, inefficaces, laissant l'initiative au capital des oligopoles ?

Il est bon de revenir sur la première longue crise du capitalisme, qui a façonné le XX^{ème} siècle, tant le parallèle entre les étapes du développement de ces deux crises est saisissant.

Le capitalisme industriel triomphant du XIX^{ème} siècle entre en crise à partir de 1873. Les taux de profits s'effondrent, pour les raisons mises en évidence par Marx. Le capital réagit par un double mouvement de concentration et d'expansion mondialisée. Les nouveaux monopoles confisquent à leur profit une rente prélevée sur la masse de la plus value générée par l'exploitation du travail. Ils accélèrent la conquête coloniale de la planète. La colonisation de l'Afrique ne se généralise pas par hasard à partir de cette fin du XIX^{ème} siècle. Elle trouve sa place dans la logique des exigences de cette première mondialisation mise en œuvre par les oligopoles de l'époque. Ces transformations structurelles permettent un nouvel envol des profits. Elles ouvrent la « belle époque » - de 1890 à 1914 – qui est celle d'une domination mondialisée du capital des monopoles financiarisés. Les discours dominants de l'époque font l'éloge de la colonisation (la « mission civilisatrice »), qualifient la mondialisation de synonyme de paix, et la social démocratie ouvrière européenne se rallie à ce discours.

Pourtant la « belle époque », annoncée comme la « fin de l'histoire » par les idéologues en vue de l'époque, se termine par la guerre mondiale, comme seul Lénine l'avait vu. Et la période qui suit pour se poursuivre jusqu'aux lendemains de la seconde guerre mondiale sera celle de « guerres et révolutions ». En 1920, la révolution russe (le « maillon faible » du système) ayant été isolée, après la défaite des espoirs de révolution en Europe centrale, le capital des monopoles financiarisés restaure contre vents et marées le système de la « belle époque ». Une restauration, dénoncée par Keynes à l'époque, qui est à l'origine de l'effondrement financier de 1929 et de la dépression qu'elle va entraîner jusqu'à la seconde guerre mondiale.

Le « long XX^{ème} siècle » - 1873/1990 – est donc à la fois celui du déploiement de la première crise systémique profonde du capitalisme vieillissant (au point que Lénine pense que ce capitalisme des monopoles constitue la « phase suprême du capitalisme »), et celui

d'une première vague triomphante de révolutions anti capitalistes (Russie, Chine) et de mouvements anti impérialistes des peuples d'Asie et d'Afrique.

La seconde crise systémique du capitalisme s'ouvre en 1971, avec l'abandon de la convertibilité or du dollar, presque exactement un siècle après le début de la première. Les taux de profit, d'investissement, et de croissance s'effondrent (ils ne retrouveront jamais depuis les niveaux qui avaient été les leurs de 1945 à 1975). Le capital répond au défi comme dans la crise précédente par un double mouvement de concentration et de mondialisation. Ici encore la « recolonisation » de l'Afrique, mise en œuvre par le moyen des « programmes d'ajustement structurels », trouve sa place dans les réponses des oligopoles à cette seconde longue crise du capitalisme tardif. Il met ainsi en place des structures qui définiront la seconde « belle époque » (1990/2008) de mondialisation financiarisée permettant aux groupes oligopolistiques de prélever leur rente de monopole. Mêmes discours d'accompagnement : le « marché » garantit la prospérité, la démocratie et la paix ; c'est la « fin de l'histoire ». Mêmes ralliements des socialistes européens au nouveau libéralisme. Et pourtant cette nouvelle « belle époque » s'est accompagnée dès le début par la guerre, celle du Nord contre le Sud, amorcée dès 1990. Et tout comme la première mondialisation financiarisée avait donné 1929, la seconde a produit 2008. Nous sommes parvenus aujourd'hui à ce moment crucial qui annonce la probabilité d'une nouvelle vague de « guerres et révolutions ». D'autant que les pouvoirs en place n'envisagent rien d'autre que la restauration du système tel qu'il était avant son effondrement financier.

L'analogie entre les développements de ces deux crises systémiques longues du capitalisme vieillissant est frappante. Il y a néanmoins des différences dont la portée politique est importante. La forme nouvelle de la mondialisation capitaliste, qui correspond à cette transformation, par opposition à celle qui caractérisait la mondialisation coloniale antérieure, doit également être précisée. Je l'ai exprimé dans une phrase : le passage de l'impérialisme conjugué au pluriel (celui des puissances impérialistes en conflit permanent entre elles) à l'impérialisme collectif de la triade (Etats Unis, Europe, Japon).

L'alternative: la coopération Sud Sud dans la perspective de la déconnexion

Passer à l'offensive pour les pays du Sud c'est mettre en déroute les monopoles qui constituent les moyens par lesquels l'impérialisme entend perpétuer sa domination.

La reproduction du pouvoir des oligopoles de la nouvelle ploutocratie financière passe par l'exercice de son contrôle des moyens financiers dont ils monopolisent la centralisation à la fois sur les plans internes (ce qui leur permet de prélever à leur profit une rente considérable) et international (nécessaire pour perpétuer la soumission des périphéries). L'accès exclusif aux ressources naturelles de la planète, nécessaire pour permettre la reproduction du capitalisme dans ses centres, n'est pas viable. Le développement du Sud le remet en question. Le monopole des technologies et de l'information, que l'OMC tente d'imposer par les rentes de « propriété » qu'elle promeut, sera certainement mis en échec, ne serait ce que parce que les pays du Sud ont désormais la maîtrise de la production de beaucoup de ces technologies. Le Sud n'est plus dans la situation où il se trouvait encore à l'époque de Bandoung, démuné de moyens de développement autonome. Il peut désormais largement se passer du Nord et développer des formes de coopération multiples, commerciales et technologiques. L' amorce d'un Bandoung 2 , à géométrie variable, est déjà en voie de constitution.

Mettre en déroute les nouveaux « avantages » de l'impérialisme c'est opter pour un développement autocentré, déconnecté du système mondial (encore une fois non au sens absurde d'autarcique, mais dans celui qui est le mien : soumission des relations extérieures avec le monde impérialiste à la priorité du développement interne et du progrès social). Cette exigence est incontournable. La déconnexion est également indissociable du caractère populaire du pouvoir (par opposition au pouvoir comprador), seul capable de la promouvoir. Elle l'est pour le présent comme elle l'était dans le passé. Certes la forme de cette déconnexion a évolué. Dans l'étape de Bandung elle était synonyme d'industrialisation dans un cadre strictement national, même pour des pays de taille modeste. Aujourd'hui si elle peut rester « nationale » pour les pays continents, elle exige pour les autres des formes de coopération régionale intense, construisant des complémentarités entre les partenaires, désormais possibles. La formule n'est pas celle de « marchés communs », mais d'associations à la fois économiques « planifiées » (non au sens soviétique mais dans des formes qui associent la décision populaire aux politiques d'Etat) et politiques. L'Alba en constitue probablement un premier modèle.

La seconde vague d'émancipation des peuples : un « remake » du XX ième siècle ou mieux ?

Le monde contemporain est gouverné par des oligarchies. Oligarchies financières aux Etats-Unis, en Europe et au Japon, qui dominent non seulement la vie économique, mais tout autant la politique et la vie quotidienne. Oligarchies russes à leur image que l'Etat russe tente de contrôler. Statocratie en Chine. Autocraties (parfois cachées derrière quelques apparences d'une démocratie électorale « de basse intensité ») inscrites dans ce système mondial ailleurs dans le reste de la planète.

La gestion de la mondialisation contemporaine par ces oligarchies est en crise.

Les oligarchies du Nord comptent bien rester au pouvoir, le temps de la crise passé. Elles ne se sentent pas menacées. Par contre la fragilité des pouvoirs des autocraties du Sud est, elle, bien visible. La mondialisation en place est, de ce fait, fragile. Sera-t-elle remise en question par la révolte du Sud, comme ce fut le cas au siècle passé ? Probable. Mais triste. Car l'humanité se s'engagera sur la voie du socialisme, seule alternative humaine au chaos, que lorsque les pouvoirs des oligarchies, de leurs alliés et de leurs serviteurs seront mis en déroute à la fois dans les pays du Nord et dans ceux du Sud.

Le capitalisme est « libéral » par nature, si l'on entend par « libéralisme » non pas ce joli qualificatif que le terme inspire, mais l'exercice plein et entier de la domination du capital non pas seulement sur le travail et l'économie, mais sur tous les aspects de la vie sociale. Il n'y a pas « d'économie de marché » (expression vulgaire pour dire capitalisme) sans « société de marché ». Le capital poursuit obstinément cet objectif unique. L'Argent. L'accumulation pour elle-même. Marx, mais après lui d'autres penseurs critiques comme Keynes, l'ont parfaitement compris. Pas nos économistes conventionnels, ceux de gauche inclus.

Ce modèle de domination exclusive et totale du capital avait été imposé avec obstination par les classes dirigeantes tout au long de la longue crise précédente jusqu'en 1945. Seule la triple victoire de la démocratie, du socialisme et de la libération nationale des peuples avait permis, de 1945 à 1980, la substitution à ce modèle permanent de l'idéal capitaliste, de la coexistence conflictuelle des trois modèles sociaux régulés qu'ont été le Welfare State de la social démocratie à l'Ouest, les socialismes réellement existants à l'Est et les nationalismes

populaires au Sud. L'essoufflement puis l'effondrement de ces trois modèles a par la suite rendu possible un retour à la domination exclusive du capital, qualifiée de néo libérale.

Les désastres sociaux que le déploiement du libéralisme – « l'utopie permanente du capital » ais-je écrit – n'allait pas manquer de provoquer ont inspiré bien des nostalgies du passé récent ou lointain. Mais ces nostalgies ne permettent pas de répondre au défi. Car elles sont le produit d'un appauvrissement de la pensée critique théorique qui s'était progressivement interdit de comprendre les contradictions internes et les limites des systèmes de l'après seconde guerre mondiale, dont les érosions, les dérives et les effondrements sont apparus comme des cataclysmes imprévus.

Néanmoins, dans le vide créé par ces reculs de la pensée théorique critique, une prise de conscience de dimensions nouvelles de la crise systémique de civilisation a trouvé le moyen de se frayer la voie. Je fais référence ici aux écologistes. Mais les Verts, qui ont prétendu se distinguer radicalement et tout également des Bleus (les conservateurs et les libéraux) et des Rouges (les Socialistes) se sont enfermés dans l'impasse, faute d'intégrer la dimension écologique du défi dans une critique radicale du capitalisme.

Tout était en place donc pour assurer le triomphe – passer en fait, mais qui s'est vécu comme « définitif » - de l'alternative dite de la « démocratie libérale ». Une pensée misérable – une véritable non pensée – qui ignore ce que pourtant Marx avait dit de décisif concernant cette démocratie bourgeoise qui ignore que ceux qui décident ne sont pas ceux qui sont concernés par ces décisions. Ceux qui décident, jouissent de la liberté renforcée par le contrôle de la propriété, sont aujourd'hui les ploutocrates du capitalisme des oligopoles et les Etats qui sont leurs débiteurs. Par la force des choses les travailleurs et les peuples concernés ne sont guère que leurs victimes. Mais de telles billevesées pouvaient paraître crédibles, un court moment, du fait des dérives des systèmes de l'après guerre, dont la misère des dogmatiques ne parvenait plus à comprendre les origines. La démocratie libérale pouvait alors paraître le « meilleur des systèmes possibles »

Aujourd'hui les pouvoirs en place, qui eux n'avaient rien prévu, s'emploient à restaurer ce même système. Leur succès éventuel, comme celui des conservateurs des années 1920 – que Keynes dénonçait sans trouver d'écho à l'époque – ne pourra qu'aggraver l'ampleur des contradictions qui sont à l'origine de l'effondrement financier de 2008.

La récente réunion du G20 (Londres, avril 2009) n'amorce en rien une « reconstruction du monde ». Et ce n'est peut être pas un hasard si elle a été suivie dans la foulée par celle de l'Otan, le bras armé de l'impérialisme contemporain, et par le renforcement de son engagement militaire en Afghanistan. La guerre permanente du « Nord » contre le « Sud » doit continuer.

On savait déjà que les gouvernements de la triade – Etats Unis, Europe et Japon – poursuivent l'objectif exclusif d'une restauration du système tel qu'il était avant septembre 2008. Plus intéressant est le fait que les leaders des « pays émergents » invités ont gardé le silence. Une seule phrase intelligente a été prononcée au cours de cette journée de grand cirque, par le Président chinois Hu Jintao, qui a fait observer « en passant », sans insister et avec le sourire (narquois ?), qu'il faudra bien finir par envisager la mise en place d'un système financier mondial qui ne soit pas fondé sur le dollar. Quelques rares commentateurs ont immédiatement fait le rapprochement - correct – avec les propositions de Keynes en 1945.

Cette « remarque » nous rappelle à la réalité : que la crise du système du capitalisme des oligopoles est indissociable de celle de l'hégémonie des Etats Unis, à bout de souffle. Mais qui prendra la relève ? Certainement pas « l'Europe » qui n'existe pas en dehors de l'atlantisme et ne nourrit aucune ambition d'indépendance, comme l'assemblée de l'Otan l'a démontré une fois de plus. La Chine ? Cette « menace », que les médias invoquent à satiété (un nouveau « péril jaune ») sans doute pour légitimer l'alignement atlantiste, est sans fondement. Les dirigeants chinois savent que leur pays n'en a pas les moyens, et ils n'en ont pas la volonté. La stratégie de la Chine se contente d'oeuvrer pour la promotion d'une nouvelle mondialisation, sans hégémonie. Ce que ni les Etats Unis, ni l'Europe ne pensent acceptable.

Les chances donc d'un développement possible allant dans ce sens reposent encore intégralement sur les pays du Sud. Et ce n'est pas un hasard si la Cnuced est la seule institution de la famille des Nations Unies qui ait pris des initiatives fort différentes de celles de la commission Stiglitz. Ce n'est pas un hasard si son directeur, le thaïlandais Supachai Panitchpakdi, considéré jusqu'à ce jour comme un parfait libéral, ose proposer dans le rapport de l'organisation intitulé « *The Global Economic Crisis* », daté de mars 2009, des avancées réalistes s'inscrivant dans la perspective d'un second moment de « l'éveil du Sud ».

La Chine de son côté a amorcé la construction – progressive et maîtrisée - de systèmes financiers régionaux alternatifs débarrassés du dollar. Des initiatives qui complètent, au plan économique, la promotion des alliances politiques du « groupe de Shanghai », l'obstacle majeur au bellicisme de l'Otan.

Un nouvel internationalisme des travailleurs et des peuples est nécessaire et possible.

Le capitalisme historique est tout ce qu'on veut sauf durable. Il n'est qu'une parenthèse brève dans l'histoire. Sa remise en cause fondamentale - que nos penseurs contemporains, dans leur grande majorité, n'imaginent ni « possible » ni même « souhaitable » – est pourtant la condition incontournable de l'émancipation des travailleurs et des peuples dominés (ceux des périphéries, 80 % de l'humanité). Et les deux dimensions du défi sont indissociables. Il n'y aura pas de sortie du capitalisme par le moyen de la seule lutte des peuples du Nord, ou par la seule lutte des peuples dominés du Sud. Il n'y aura de sortie du capitalisme que lorsque, et dans la mesure où, ces deux dimensions du même défi s'articuleront l'une avec l'autre. Il n'est pas « certain » que cela arrive, auquel cas le capitalisme sera « dépassé » par la destruction de la civilisation (au-delà du malaise dans la civilisation pour employer les termes de Freud), et peut être de la vie sur la Planète. Le scénario d'un « remake » possible du XX ième siècle restera donc en deçà des exigences d'un engagement de l'humanité sur la longue route de la transition au socialisme mondial. Le désastre libéral impose un renouveau de la critique radicale du capitalisme. Le défi est celui auquel est confrontée la construction/reconstruction permanente de l'internationalisme des travailleurs et des peuples, face au cosmopolitisme du capital oligarchique.

La construction de cet internationalisme ne peut être envisagée que par le succès d'avancées révolutionnaires nouvelles (comme celles amorcées en Amérique latine et au Népal) ouvrant la perspective d'un dépassement du capitalisme.

Dans les pays du Sud le combat des Etats et des nations pour une mondialisation négociée sans hégémonies – forme contemporaine de la déconnexion – soutenu par l'organisation des revendications des classes populaires peut circonscrire et limiter les pouvoirs des oligopoles

de la triade impérialiste. Les forces démocratiques dans les pays du Nord doivent soutenir ce combat. Le discours «démocratique» proposé, et accepté par la majorité des gauches telles qu'elles sont, les interventions "humanitaires" conduites en son nom comme les pratiques misérables de "l'aide" écartent de leurs considérations la confrontation réelle avec ce défi.

Dans les pays du Nord les oligopoles sont déjà visiblement des "biens communs" dont la gestion ne peut être confiée aux seuls intérêts particuliers (dont la crise a démontré les résultats catastrophiques). Une gauche authentique doit avoir l'audace d'en envisager la nationalisation, étape première incontournable dans la perspective de leur socialisation par l'approfondissement de la pratique démocratique. La crise en cours permet de concevoir la cristallisation possible d'un front des forces sociales et politiques rassemblant toutes les victimes du pouvoir exclusif des oligarchies en place.

La première vague de luttes pour le socialisme, celle du XX^{ème} siècle, a démontré les limites des social démocraties européennes, des communismes de la troisième internationale et des nationalismes populaires de l'ère de Bandung, l'essoufflement puis l'effondrement de leurs ambitions socialistes. La seconde vague, celle du XXI^{ème} siècle, doit en tirer les leçons. En particulier associer la socialisation de la gestion économique et l'approfondissement de la démocratisation de la société. Il n'y aura pas de socialisme sans démocratie, mais également aucune avancée démocratique hors de la perspective socialiste.

Ces objectifs stratégiques invitent à penser la construction de "convergences dans la diversité" (pour reprendre l'expression retenue par le Forum Mondial des Alternatives) des formes d'organisation et de luttes des classes dominées et exploitées. Et il n'est pas dans mon intention de condamner par avance celles de ces formes qui, à leur manière, renoueraient avec les traditions des social-démocraties, des communismes et des nationalismes populaires, ou s'en écarteraient.

Dans cette perspective il me paraît nécessaire de penser le renouveau d'un marxisme créateur. Marx n'a jamais été aussi utile, nécessaire, pour comprendre et transformer le monde, aujourd'hui autant et même plus encore qu'hier. Être marxiste dans cet esprit c'est partir de Marx et non s'arrêter à lui, ou à Lénine, ou à Mao, comme l'ont conçu et pratiqué les marxismes historiques du siècle dernier. C'est rendre à Marx ce qui lui revient : l'intelligence d'avoir amorcé une pensée critique moderne, critique de la réalité capitaliste et critique de ses représentations politiques, idéologiques et culturelles. Le marxisme créateur doit poursuivre l'objectif d'enrichir sans hésitation cette pensée critique par excellence. Il ne doit pas craindre d'y intégrer tous les apports de la réflexion, dans tous les domaines, y compris ceux de ces apports qui ont été considérés, à tort, comme "étrangers" par les dogmatiques des marxismes historiques du passé.

Lectures complémentaires

Samir Amin, *L'Afrique de l'Ouest bloquée*, Minuit 1971 ; Le Niger pp 161-167.

Yash Tandon, *Ending Aid Dependence*, South Centre, Genève 2008.

Samir Amin, *The Millenium Development Goals*, Monthly Review, March 2006.

Georges Orwell, 1984..

Samir Amin, *L'Afrique dans le système mondial*, Site Web FTM ; publié en Anglais, Helen Lauer (ed), *History and Philosophy of Science*, Hope Public, Ibadan 2003.

Anna Bednik, *Bataille pour l'Uranium au Niger*, Le Monde diplomatique, Juin 2008.

Samir Amin et Bernard Founou-Tchuigoua, *Les régionalisations, quelles régionalisations ?* Site Web FTM ; partiellement in S. Amin et alii, *Afrique, exclusion programmée ou Renaissance*, Maisonneuve et Larose, 2005, pp 129 et suiv.

Abdourahmane Ndiaye, *L'avenir des sociétés paysannes en Afrique de l'Ouest, critique des travaux du Club du Sahel*, Site Web FTM.

Jacques Berthelot, Site Web.

- (i) OMC et Sud
- (ii) La question agricole
- (iii) Démêler le vrai et le faux dans la flambée des prix agricoles
- (iv) Cinq bonnes raisons pour ne pas signer l'APE-AO

Jean Pierre Boris, *Le roman noir des matières premières*, Pluriel, 2005.

Samir Amin, *L'éveil du Sud*; Le Temps des Cerises, Paris 2008.

Samir Amin, *La crise, sortir de la crise du capitalisme ou sortir du capitalisme en crise* (ed Le Temps des Cerises, Paris 2009).

Samir Amin, Esclavage, marché, capitalisme, le lien oublié

Langa Zita, Is South Africa the weakest link in the imperialist chain ?

Bernard Founou, Nepad, nouveau partenariat ou nouvelle phase de l'ajustement structurel?

Issa Shivji, Pan africanism or Imperialism ?

Hein Marais, Reinforcing the Mould

Abdourahmane Ndiaye, Les avènements des sociétés paysannes en Afrique de l'Ouest

Archie Mafeje, The Agrarian Question, Access to Land and Peasant Responses in Sub Saharan Africa

Sam Moyo, Land in the Political Economy of African Development : Alternative strategies

Samir Amin, Desirable land tenure reforms in Africa and Asia

Samir Amin, Aid for Development; Fahamu Books

Bernard Foubou, Afrique de l'ouest : l'illusion de la sécurité humaine par l'émigration